

Menace sur LE plan de l'Alliance en Pologne et dans les pays baltes

Le chantage turc à l'Otan sur les Kurdes-Syriens



Donald Trump, président des États-Unis d'Amérique. © D. R.

Le président français et Erdogan se sont mutuellement accusés, avec échange d'insultes, faisant ainsi passer les enjeux mondiaux au second plan. Hier, Trump s'en est pris lui aussi à Macron.

Le sommet de l'Alliance atlantique (Otan), qui fête aujourd'hui ses 70 ans, s'est ouvert hier à Londres sur fond de tensions entre ses membres provoquée par la passe d'armes entre le président français Emmanuel Macron et son homologue turc Recep Tayyip Erdogan. Le président Erdogan a menacé qu'il continuerait de bloquer un plan de l'Otan concernant les pays baltes et la Pologne tant que l'alliance ne reconnaîtra pas comme "terroriste" les Kurdes syriens combattus par Ankara.

Selon la presse turque, Ankara a mis son veto à un plan de l'Otan visant à renforcer les défenses des pays baltes et de la Pologne face à la Russie, en réaction au blocage d'un texte décrivant les Kurdes des Unités de protection du peuple (YPG) comme une "menace".

Cette question risque d'être au cœur des discussions aujourd'hui lors de ce sommet sur lequel plane l'ombre de l'agression turque en Syrie contre les YPG, malgré l'opposition de ses alliés. Interrogé sur le sujet avant l'ouverture de ce sommet, M. Erdogan a déclaré que la position de la Turquie ne bougerait pas. "Si ce sujet est mis sur la table (au sommet de l'Otan), alors notre attitude sera la même, rien n'a changé", a déclaré le président turc. Avant le sommet, le président turc a accusé la France de "parrainer" le terrorisme, en réaction aux propos du président Emmanuel Macron sur la "mort cérébrale de l'Otan". Les deux présidents sont à couteaux tirés depuis plusieurs semaines, notamment depuis l'intervention militaire lancée par Ankara dans le nord-est de la Syrie sans en informer les autres membres de l'Alliance. Paris a aussitôt riposté en convoquant

l'ambassadeur de Turquie le soir même au ministère des Affaires étrangères. La France a déploré ses insultes, mais Macron a assumé ses propos sans renoncer à ses griefs. Le dirigeant turc a profité quant à lui du contexte pour porter le différend au sommet de l'Alliance. Erdogan sait que son pays est un pilier de l'Alliance atlantique. Mais il sait aussi que la Turquie a besoin de l'Otan, seule véritable garantie de sécurité dans une région minée par les conflits. La passe d'armes entre la France, la Turquie et les États-Unis intervient dans un contexte particulier. Les 29 alliés traversent actuellement un moment compliqué de leur histoire. Au plan interne à l'organisation, les Européens craignent que Donald Trump désengage les États-Unis comme il l'a fait en Syrie. Ils ont certes fait un geste et augmenté leur contribution au budget de fonctionnement de l'Otan pour réduire la contribution américaine, mais les États-Unis tapent plus que jamais du poing sur la table afin que les alliés augmentent davantage leur budget de défense. Au plan externe, l'Otan se trouve à une période charnière. L'Alliance ne sait toujours pas avec quelles pincettes prendre la problématique russe. Le pays de Vladimir Poutine reste toujours au cœur des débats, 70 ans après la création de l'Otan. S'ajoute à cela le conflit en Syrie qui n'est pas encore près de se terminer, l'équation libyenne de plus en plus menaçante tant ce pays s'enfonce dans le borbier, la question du nucléaire iranien, celle de la Corée du Nord, et à toutes ces inquiétudes se joint la question de l'achat du système de défense antiaérienne russe S-400, que la Turquie a même déjà commencé à tester. Les puissances occidentales jugent ce système incompatible avec ceux de l'Otan déployés en Turquie.

Karim Benamar